

La politique d'investissement du Burundi examinée par l'ONU à Genève

@rib News, 13/04/2010 CNUCED : EXAMEN DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU BURUNDI COMMUNIQUÉ DE PRESSE - UNCTAD/PRESS/PR/2010/008 Genève, le 12 avril 2010 - Fortement marqué par une décennie de conflit le Burundi est désormais engagé dans des réformes profondes. Pour stimuler son développement économique, le pays aspire à attirer davantage d'investissement étranger. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) organise aujourd'hui à Genève une discussion autour de cette question à l'occasion de la présentation de son Examen de la politique d'investissement du Burundi (EPI). Consolider le processus de paix et poursuivre les réformes, telles sont les principales conclusions de cette nouvelle étude des experts de la CNUCED. Cet examen a été présenté aujourd'hui à Genève lors d'un forum au cours duquel des représentants des gouvernements, des partenaires de développement et du secteur privé du Burundi ont débattu des recommandations juridiques, stratégiques et institutionnelles formulées par la CNUCED. A l'ouverture des débats, le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi a souligné l'importance des réformes engagées par le Gouvernement du Burundi et espère que les recommandations de l'examen de la CNUCED, ainsi que les activités de suivi pour les mettre en place, complèteront les actions ambitieuses du Gouvernement du Burundi avec l'appui de la communauté internationale. Le Ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, M. Augustin Nsanze, a salué les recommandations et le travail de la CNUCED en faveur des pays moins avancés (PMAs). Il a exprimé la gratitude du Burundi pour le soutien de la communauté internationale dans ses efforts de redressement économique et social. Il a par ailleurs assuré que tout sera mis en œuvre pour que les élections à venir se déroulent dans la transparence et la quiétude. Selon l'étude de la CNUCED, la consolidation de la paix et la stabilité politique constituent les prérequis pour attirer davantage d'investisseurs étrangers. Autres mesures phares : améliorer la compétitivité du pays, moderniser le cadre légal et procéder à une harmonisation aux initiatives de la Communauté Est Africaine. La CNUCED a également encouragé le Burundi à renforcer ses institutions. « La création fin 2009 d'une agence de promotion des investissements à caractère direct » a déclaré M. James Zhan, Directeur de la division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED. En plus d'améliorer la qualité et la diffusion d'informations nécessaires aux investisseurs, le Burundi est invité à exploiter le fort potentiel de développement de secteurs tels que celui des services, du tourisme, des mines et de l'agriculture. Le Ministre du Plan et de la Reconstruction, M. Abdallah Tabu Manirakiza, a énoncé les recommandations de la CNUCED et présenté les objectifs principaux du Gouvernement en matière d'investissements étrangers. Il a insisté sur les nombreuses réformes engagées ces dernières années, y compris en matière fiscale, de change, de droit du travail et de droit des affaires. Il a également insisté sur les défis qui restent à relever, dont la consolidation de la paix, le renforcement des infrastructures physiques et humaines et la mise en valeur des opportunités créées par l'intégration régionale. A ce titre, il a indiqué que le Burundi espérait continuer de bénéficier de l'appui de la CNUCED dans les années à venir. Les représentants du secteur privé ont estimé que tout en étant sur une bonne voie pour attirer davantage d'investissements privés le Burundi doit poursuivre son processus de réforme. La CNUCED procède à des examens de la politique d'investissement à la demande des gouvernements des pays en développement. Ces examens, 29 ans ce jour, permettent une évaluation objective du cadre législatif et institutionnel dans les pays bénéficiaires afin d'y attirer davantage d'IED et d'en tirer un meilleur parti. Un examen de suivi a lieu au bout de cinq ans afin d'évaluer la mise en œuvre des recommandations proposées et de déterminer les effets des nouvelles politiques sur les flux d'IED. UN News Centre, 12 avril 2010 Le Burundi doit consolider son processus de paix pour stimuler l'économie Le Burundi doit consolider son processus de paix et poursuivre les réformes intentionnelles afin d'attirer davantage d'investissements étrangers et stimuler l'économie du pays a conclu une nouvelle étude des experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) présentée lors de l'Examen de la politique d'investissement du Burundi (EPI). Pour le Secrétaire général de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi, les recommandations de l'étude de la CNUCED, ainsi que les activités de suivi pour les mettre en œuvre, [vont] s'ajouter aux actions ambitieuses du gouvernement du Burundi avec l'appui de la communauté internationale. Selon l'étude, la consolidation de la paix et la stabilité politique constituent les conditions nécessaires pour attirer davantage d'investisseurs étrangers. Le Directeur de la division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED, James Zhan a salué la création fin 2009 d'une agence de promotion des investissements qui a marqué une étape déterminante vers une approche systématique de promotion et de facilitation des investissements étrangers directs. La CNUCED appelle aussi le pays à améliorer sa compétitivité économique, à moderniser son cadre légal et à procéder à une harmonisation des règles dictées par la Communauté Est Africaine. Le ministre du plan et de la reconstruction, Abdallah Tabu Manirakiza a indiqué que le Burundi espérait continuer de bénéficier de l'appui de la CNUCED dans les années à venir. La CNUCED procède à des examens de la politique d'investissement à la demande des gouvernements des pays en développement. Ces examens permettent une évaluation du cadre législatif et institutionnel dans les pays bénéficiaires afin d'y attirer davantage d'investissements directs étrangers. Lire le Rapport complet